

J'aborde maintenant la question des embargos. Les premières panacées du Gouvernement sont les régies à l'importation. La majeure partie des bienfaits en ont été perdus par suite du délai prolongé qui a permis aux hommes d'affaires des Etats-Unis de déverser leurs produits au Canada, en les détournant même de leur propre marché domestique en certains cas. Les embargos ont nécessairement une portée beaucoup plus grande qu'ils n'auraient eue, si l'on avait eu recours à cette mesure plus tôt. Le Gouvernement affirme maintenant qu'il n'y a pas de choix, que nous devons accepter les restrictions. Toutefois, cette prétention n'excuse pas le Gouvernement de chercher à blâmer la population canadienne d'avoir acheté sans frein aux Etats-Unis. Quand le Gouvernement impose un état de choses favorable à l'achat dans un autre pays, manipule son change de manière à faciliter ces achats et ne renseigne même pas la population sur la gravité de la situation, il ne saurait alors rejeter sur le public une seule parcelle du blâme qu'il mérite. Tenter de le faire n'est que lâcheté.

A propos d'orgie de dépenses, quand le Gouvernement donnera lui-même l'exemple en restreignant de folles dépenses, il pourra reprocher à la population canadienne d'acheter des marchandises aux Etats-Unis.

Un mot au sujet des nouvelles taxes d'accise, un autre des remèdes du Gouvernement. Elles doivent frapper les marchandises produites au Canada et importées de Grande-Bretagne tout autant que celles qui nous viennent des Etats-Unis. Elles auront pour unique effet de relever le prix de revient, de faire monter les prix et d'aggraver l'inflation, que le Gouvernement prétend vouloir enrayer. Ces mesures, qui ne répondent à aucune fin utile, causeront un tort considérable. Nous ne croyons pas qu'elles doivent être maintenues. Les adoucissements que le Gouvernement a proposé d'apporter aux taxes sur le sucre, le thé, le café et autres produits recevront, cela va de soi, notre appui. A tout événement, nous voulons que le ministre des Finances nous renseigne sur les nouvelles taxes et leur nécessité. Nous nous prononcerons à la lumière des renseignements qu'il nous communiquera, mais, pour l'instant, nous comptons nous opposer à ces taxes.

Je passe à la subvention de la production aurifère. Le Gouvernement semble avoir le don de toujours trouver la pire solution possible. Il serait à souhaiter qu'il s'appliquât parfois à trouver la bonne solution avec autant d'énergie qu'il met à découvrir la mauvaise.

[M. Bracken.]

Jamais ce don ne s'est manifesté aussi nettement que dans le cas de la subvention de l'industrie aurifère. Nous savons tous la situation dans laquelle se débat cette industrie, qui ne produit même pas la moitié de l'or qu'elle extrayait il y a cinq ou six ans.

Alors que cette industrie produit la seule denrée qu'il nous soit possible d'échanger sans aucune limite contre des dollars américains, le Gouvernement arrête un plan qui nous vaudra l'un de deux maux, sinon les deux. Les efforts de l'industrie toute entière seront donc dirigés dans une voie toute nouvelle, ce qui exigera un matériel dont l'importation vient d'être interdite. Nous avons donc le choix entre cette nouvelle voie, qui ne produira pas d'or d'ici deux ou trois ans, et la spécialisation des mines déjà existantes, qui s'attacheront à l'exploitation des filons aurifères de haute qualité, qu'elles épuiseront rapidement et à grande perte. Si nous nous en tenons longtemps encore à la présente ligne de conduite, l'industrie aurifère canadienne ne pourra plus subsister. Si elle réussit à survivre en ce moment, c'est parce que les individus qui y travaillent sont disposés, à cause de l'état d'incertitude économique dans lequel nous nous trouvons actuellement, à accepter des salaires inférieurs à ceux qu'ils toucheraient ailleurs, plutôt que de risquer de se trouver sans emploi. Je le répète, si nous nous en tenons à cette ligne de conduite, nous détruirons cette industrie. Aujourd'hui, elle ne produit que la moitié de ce qu'elle produisait il y a quelques années.

Des hommes sérieux ne peuvent souffrir ces méthodes maladroites, qui vont à l'encontre de la subvention versée à l'égard de l'or telle qu'elle est actuellement prévue. On ne saurait motiver l'existence chez nous de deux prix pour le même produit. Pourquoi celui-ci reçoit-il \$35 l'once et celui-là \$42? Le marché devrait rester libre, ou du moins, si l'on tient aux subventions, celles-ci devraient s'appliquer à l'industrie dans son ensemble. Elles devraient être équitables pour tous et suffisantes pour assurer la production aurifère.

J'en viens maintenant à l'aspect le moins défendable de la politique ministérielle. Il s'agit du comble de l'ineptie en ce qui concerne le programme à court terme. Je veux parler des pouvoirs arbitraires accordés au ministre de la Reconstruction et des Approvisionnementnements (M. Howe). On ne peut voir en cela que le retour d'un despotisme outré. Pendant plusieurs années, au cours de la guerre, notre pays a été assujéti à la domination arbitraire du ministre de la Reconstruction et des Approvisionnementnements. Je n'ai que les plus grands éloges à lui faire pour